



Sommaire

- ❖ **Zoom sur le conflit russo-ukrainien**
 - Secteur du transport p 2
 - Secteur de l'énergie..... p 2
 - Autres secteurs..... p 8

- ❖ **Autres faits saillants**..... p 8
 - Pologne..... p 8
 - Hongrie..... p 12
 - République tchèque..... p 15
 - Slovaquie..... p 18
 - Lituanie..... p 21
 - Lettonie..... p 22
 - Estonie..... p 24

- ❖ **Calendrier**..... p 26

Zoom – invasion russe en Ukraine

Secteur du transport

L'Estonie accentue son blocage des produits russes

Le logisticien ferroviaire public estonien Operail ayant annoncé sa volonté de faire transiter du nickel russe vers la Finlande, le Ministère des Affaires Economiques et le Ministère des Affaires Etrangères sont intervenus auprès de l'entreprise pour qu'elle y renonce. Si les deux ministres ont reconnu que le commerce de bien non-sanctionnés était légal, ils ont rappelé que l'éthique et la morale devaient primer – message également adressé à l'ensemble des acteurs privés.

Reprise des liaisons Ukraine-Tchéquie par Flixbus

L'opérateur Flixbus a annoncé la reprise à partir du 7 décembre de sa ligne entre Plzeň et Odessa 5 fois par semaine ainsi que l'ouverture dès le 15 décembre d'une nouvelle liaison entre Prague et Poltava (sud-ouest de Kharkiv) 3 fois par semaine.

Renforcement des infrastructures routières Ukraine-Hongrie

La Hongrie et l'Ukraine vont demander conjointement un financement européen pour remettre à niveau et étendre leurs infrastructures routières à proximité de leur frontière commune. Les deux pays souhaitent construire une autoroute à la frontière, ainsi qu'un pont au-dessus de la rivière Tisza.

Secteur de l'énergie

Soutien lituanien pour réparer les infrastructures énergétiques

Pour reconstruire les infrastructures énergétiques détruites par la Russie en Ukraine, la Lituanie a déjà fourni une aide de 3 M EUR. Cette aide est essentiellement composée de 12 générateurs de différentes capacités auxquels s'ajoutent plus de 130 tonnes de carburant et 550 t de mousse pour lutter contre les incendies. Une nouvelle aide de 2 M EUR, incluant notamment 250 transformateurs et 160 générateurs supplémentaires, ainsi que du matériel pour la réparation des stations électriques et des oléoducs endommagés, sera également octroyée prochainement. In fine, le montant global du soutien de la Lituanie à l'Ukraine s'élève à 660 M EUR dont 240 M EUR d'assistance militaire, a déclaré le ministre de la Défense A. Anušauskas. Par ailleurs, 40 M EUR seront prévus dans le budget de la Défense pour 2023.

Face aux risques croissants, l'Estonie a mené un exercice de crise

Début décembre, le gouvernement estonien a organisé un exercice de crise énergétique. Le scénario présenté était le pire scénario possible : déconnexion du réseau BRELL, ouverture du barrage de la rivière de Narva et disponibilité limitée des centrales de schistes bitumineux. L'exercice a donné satisfaction aux pouvoirs publics.

Préparation de l'embargo sur le pétrole débutant le 5 décembre

En Slovaquie, la raffinerie Slovnaft se prépare à l'embargo sur les produits issus du pétrole russe : si Slovnaft peut toujours produire de tels produits pour le marché domestique, ils ne pourront plus être exportés à partir du 5 février 2023. Slovnaft réalise des ajustements techniques de ses unités de production pour qu'elles traitent le pétrole en provenance d'autres régions : les tests

réalisés en novembre, utilisant du pétrole du Proche Orient, ont été concluants. Les travaux d'ajustement pour une production optimale dureront jusqu'à 2026-2027.

En Lituanie, les sanctions sur le pétrole russe affecteraient environ 15% du transit de marchandises en direction de Kaliningrad.

Pour rappel, la Hongrie s'est toujours opposée au plafonnement du prix de pétrole brut importé en Europe via oléoduc. Elle a obtenu au printemps que le plafonnement ne s'applique qu'aux livraisons maritimes, avec une exemption des approvisionnements par oléoduc, ou par voie maritime si les oléoducs devenaient inutilisables.

Sortie progressive de la dépendance à l'oléoduc *Druzhba*

Les actionnaires du consortium de l'oléoduc transalpin (TAL) ont approuvé le 30 novembre le projet « TAL+ » d'extension des capacités de TAL, qui approvisionne en pétrole brut l'Italie, l'Autriche, l'Allemagne et la République tchèque (connectée via le pipeline IKL) depuis le port de Trieste. Ce projet, dans lequel le gouvernement tchèque a annoncé sa participation par l'intermédiaire de la société publique Mero CR, permettra de doubler les capacités d'acheminement de cet oléoduc vers la Tchéquie, afin de remplacer d'ici 2024 les approvisionnements de pétrole russe via l'oléoduc *Druzhba* et de couvrir entièrement la consommation annuelle tchèque de pétrole (environ 7 Mt).

Les tirs de missiles russes en Ukraine le 16 novembre ont brièvement interrompu l'approvisionnement de l'oléoduc *Druzhba* en direction de la Hongrie, Slovaquie et République tchèque (3 raffineries concernées). Ce n'est pas l'oléoduc lui-même qui a été touché, mais un transformateur électrique. Le Premier ministre hongrois a tenu dans l'urgence un conseil de Défense. Le 17 novembre, l'approvisionnement a repris, mais avec un débit plus faible. Le gouvernement s'est dit prêt à faire face à des fluctuations de l'approvisionnement en pétrole russe via *Druzhba*, qui ne remettraient pas en question la sécurité énergétique de la Hongrie.

Des coopérations énergétiques bilatérales renforcées

Le 22 novembre, le ministre tchèque de l'Industrie et du Commerce Jozef Sikela a rencontré à Alger le Premier ministre et différents ministres algériens afin d'approfondir la coopération économique bilatérale, en particulier sur les sujets énergétique et gazier, à travers la signature d'une déclaration de coopération. Cela répond notamment au besoin de la République tchèque de diversifier ses approvisionnements en gaz.

En Hongrie, l'Autorité de l'énergie et des services publics MEKH a signé un accord avec son homologue roumaine ANRE pour coopérer dans la gestion de la crise énergétique. Par ailleurs, les gazoducs récemment achevés (entre la Grèce et la Bulgarie, entre la Pologne et la Slovaquie, ainsi que le projet Baltic Pipe entre la Norvège et la Pologne) contribueront à diversifier les importations hongroises. La Hongrie cherche à développer des coopérations pour assurer des approvisionnements en gaz à hauteur des besoins : des travaux de maintenance réduisent les importations de gaz via l'Autriche, ce qui, avec la baisse des températures, a contraint le gouvernement hongrois à mettre ses réserves à contribution.

Taxation des surprofits

Le gouvernement hongrois va imposer une taxe sur les surprofits des producteurs d'électricité. Seront concernés les bénéfices « excessifs » des centrales électriques qui fournissent de l'énergie d'équilibrage, à un taux de 13% en 2022 et 10% l'an prochain, pour générer 80 Mds HUF (194,1 MEUR) sur deux ans.

En Pologne, un projet de la loi qui prévoit le plafonnement du prix du gaz prévoit de limiter des revenus des sociétés d'extraction de gaz (en pratique, la société publique PGNiG). Le calcul du montant à payer pour « surprofit » sera précisé par un décret, il ne pourra excéder 540 PLN/MWh (115 EUR/MWh).

Le gouvernement slovaque amende actuellement sa loi sur l'énergie en procédure accélérée, dont un volet porte sur l'introduction de la taxe sur les recettes excédentaires issues de la production d'électricité. Cette taxe concerne toutes les centrales électriques dont la puissance installée est supérieure à 0,9 MW. Ces recettes seront taxées à un taux de 90%. Le seuil unitaire avant taxation du superprofit devrait être compris entre 50 et 250 EUR/MWh, un décret gouvernemental devant préciser pour chaque type de centrale le seuil correspondant. Le biométhane, les centrales hydrauliques de pompage-turbinage ou encore les énergies renouvelables avec des prix de rachat garantis, bénéficient d'un tarif dérogatoire.

Au-delà, la Slovaquie prévoit de mettre une taxation générale sur les entreprises et les établissements actifs dans les secteurs du pétrole, du gaz naturel, du charbon et du raffinage. Le ministre des Finances a présenté en Conseil des ministres un projet de loi introduisant la contribution de solidarité pour les entreprises et les établissements actifs dans ces secteurs. Avec le taux de taxation de 70% envisagé, la contribution apporterait près de 525 M EUR.

Nouvelles mesures en Pologne face à l'inflation énergétique

Le 1^{er} décembre, la Diète a adopté le projet de la loi qui prévoit le plafonnement du prix du gaz en 2023 pour les ménages et les institutions d'utilité publique au niveau de 2022, soit 200 PLN/MWh (40EUR), avec compensation pour les vendeurs et les distributeurs de gaz. Le coût de la mesure est estimé à 29 Mds PLN (6 Mds EUR) en 2023. Le projet prévoit également une restitution ciblée de TVA sur le gaz en 2023 suite à l'expiration de la TVA à 0% sur le gaz au 31 décembre pour les ménages dont la principale source de chauffage est le gaz et dont le revenu par personne est inférieur à 2100 PLN (450EUR) bruts pour les foyers d'une personne et 1500 PLN (320EUR) bruts pour les foyers de plusieurs personnes. Le nombre de bénéficiaire du dispositif est estimé à 300 000 et son coût à 1 Mds PLN (0,2 Md EUR) en 2023.

Du 21 au 25 novembre se sont tenues les consultations relatives au programme gouvernemental d'aide aux entreprises à forte consommation d'énergie, i.e. celles dont les coûts d'électricité ou de gaz s'élèvent à au moins 3% du chiffre d'affaires 2021, ou 6% du chiffres d'affaires du S1 2022, et qui opèrent dans des secteurs identifiés par la CE comme particulièrement vulnérables. Le montant de l'aide peut atteindre 50% des coûts d'augmentation des prix au-dessus de 150% du prix moyen payé par l'entreprise en 2021. Les entreprises d'un même groupe peuvent recevoir un maximum de 4 M EUR. Un montant plus élevé (80 % des coûts éligibles jusqu'à 50 M EUR par groupe) est prévu pour les entreprises qui ont enregistré une diminution de l'EBITDA d'au moins 40% entre 2021 et 2022. Le budget du programme pour 2022 est d'environ 5 Mds PLN (213 M EUR). En parallèle, le programme a été transmis à la Commission européenne pour une pré-notification afin de confirmer sa conformité avec la législation européenne sur les aides d'État.

Le 8 novembre, le Conseil des ministres a adopté un règlement qui détermine la méthode de calcul du plafond de prix pour les entreprises de production d'électricité selon la technologie de production et pour les entreprises de négoce d'énergie. Selon le calcul d'un think tank polonais, aux prix du marché spot d'octobre le plafond de prix serait de 458 PLN/MWh (97 EUR) pour les centrales au lignite, 634 PLN (134 EUR) pour la houille, et 736 PLN (156 EUR) pour les centrales au gaz. Pour les EnR, les producteurs dont le tarif a été fixé par enchère conservent ce tarif (sous réserve d'une indexation annuelle) tandis que les autres se voient appliquer un plafond au prix de référence des enchères, désormais limité à 295 PLN/MWh (62 EUR) pour l'éolien

onshore au-dessus de 1MW de puissance et à 355 PLN /MWh (75 EUR) pour le photovoltaïque au-dessus de 1MW.

Plafond de prix de l'énergie pour toutes les entreprises tchèques

Le gouvernement tchèque a indiqué son intention d'étendre le bénéfice du plafonnement des prix de l'électricité et du gaz à l'ensemble des entreprises, y compris les ETI et les grandes entreprises (pour mémoire, seuls les ménages et les PME sont couverts pour le moment). Sous réserve d'un accord européen permettant de déroger au droit des aides d'Etat (cadre temporaire de crise de la Commission européenne), le Ministère de l'industrie a annoncé que ce plafonnement serait limité à une partie de la consommation des ETI, avec un coût pour l'Etat estimé entre 30 et 50 Mds CZK (1,2-2 Mds EUR).

L'éclairage public réduit pour faire des économies en Hongrie

Les conseils locaux et les arrondissements de Budapest peuvent désormais décider d'éteindre l'éclairage public nocturne pour générer des économies. Le gouvernement a publié un décret lié à la prorogation de l'état d'urgence, lequel dispose : « toute disposition d'un contrat d'achat ou de vente d'électricité qui requiert l'approbation ou l'avis d'un organisme ou d'une autorité sur une question de sécurité publique relative à l'éclairage public est nulle et non avenue ». Le décret ajoute cependant que ces choix devront se faire en tenant compte des impératifs de sécurité publique, de la protection des biens et des personnes.

Fin du plafonnement hongrois des prix de l'essence

MOL est confronté à des difficultés d'approvisionnements des stations-service. Dans un premier temps, le groupe a annoncé qu'il ne fournirait plus de carburant à 194 petites stations, sur les 2000 que compte la Hongrie, afin de « préserver l'approvisionnement énergétique du pays ». Les stations concernées sont celles avec lesquelles MOL n'a pas d'obligation de fourniture et qui ont signé un contrat d'achat après le 15 novembre 2021, date de mise en place du plafonnement des prix de l'essence. Les raisons invoquées sont le plafonnement des prix, la hausse de la demande qui en découle, les variations d'approvisionnement de l'oléoduc Druzhba, et la maintenance de la raffinerie de Százhalombatta.

Les pertes des stations-service indépendantes se creusent encore et atteignent plusieurs centaines de milliards de forints sur un an à fin novembre. Les subventions promises par l'Etat (20 HUF par litre vendu sur 80 % du CA de l'an dernier) ne leur étant toujours pas parvenues, l'Association des stations indépendantes a déposé des recours auprès de la Cour constitutionnelle hongroise et de la CEDH. Les stations soutiennent que le plafonnement du prix de vente au même niveau que leur prix d'achat (ce qui induit une marge nulle) est illégal en Hongrie et met les stations en situation de perte, car elles ne peuvent plus couvrir leurs frais généraux (dans un contexte de hausse des prix du gaz et de l'électricité).

Fin novembre, le gouvernement préparait les esprits à une fin possible du plafonnement des prix de l'essence et du diesel à 480 HUF (1,17 EUR) d'ici janvier 2023 [NDR : la mesure est en vigueur depuis le 15 novembre 2021, initialement pour trois mois, et a été constamment prorogée depuis], car la mesure alimente la pénurie d'essence dans le pays. Il a été finalement mis fin au plafonnement par décret le 6 décembre, avec effet immédiat.

La Slovaquie amende sa loi sur l'énergie

La modification de la loi sur l'énergie a été approuvée le 28 novembre par le gouvernement slovaque puis le 6 décembre par le parlement (en procédure accélérée par 136 députés sur les 137 présents). Cette loi contient 3 volets : (i) **la taxe sur les recettes excédentaires issues de la**

production d'électricité pour les centrales électriques dont la puissance installée est supérieure à 0,9 MW – prévoyant un dispositif dérogatoire pour les renouvelables, (ii) **l'obligation d'indiquer l'origine russe** pour le pétrole importé en Slovaquie par oléoduc ainsi que les produits pétroliers fabriqués à partir de ce pétrole, avec obligation de tenir un registre des produits marqués par l'indication d'origine russe et (iii) **l'outil de « régulation de crise »**, activable lors de menaces sur les consommateurs affectés par la hausse disproportionnée des prix des biens, ou dès lors que l'Etat est menacé par des dommages économiques importants (dans cette situation, le gouvernement peut introduire une réglementation de crise d'une durée maximum d'un an, voire plus si les raisons d'une telle crise perdurent. Il appartient alors au gouvernement de déterminer les prix et les modalités de leur mise en œuvre).

Validation du dispositif slovaque d'aide aux entreprises

Le 30 novembre, la Commission européenne a autorisé le dispositif slovaque d'aides de 600 M EUR en faveur des entreprises du fait de la hausse des coûts de l'énergie. La Commission rappelle que cette mesure sera gérée par le Ministère de l'Economie sous forme de subventions directes. Elle souligne que l'aide sera ouverte aux entreprises de toutes tailles et de tous les secteurs, à l'exception du secteur financier. D'après la Commission, cette mesure est conforme aux conditions énoncées pour l'encadrement temporaire de la crise. Selon Margrethe Vestager, ce régime permettra à la Slovaquie de réduire la charge que représente l'augmentation des coûts de l'énergie pour son économie en soutenant les entreprises affectées.

Le 1^{er} décembre le mécanisme d'aide aux entreprises confrontées aux prix élevés de l'énergie est entré en vigueur. Pour mémoire, les entreprises slovaques, notamment les PME, devraient bénéficier d'un plafonnement du prix (HT et prélèvements) de l'électricité à 199 EUR/MWh pour et 99 /MWh pour le gaz. Au-delà de ce niveau, l'Etat remboursera 80% des dépenses énergétiques. Ces compensations financières devraient être effectives dans les limites de 500 000 EUR par entreprise cette année et de 100 000 EUR par mois l'année prochaine. Cette mesure est temporaire. Les intéressés peuvent envoyer les demandes numérisées jusqu'au 22 décembre 2022 et seront couverts pour l'année en cours uniquement les mois août et septembre pendant lesquels les prix ont atteint les valeurs les plus élevées. Le Ministère de l'Economie prévoit que cette aide sera versée à 300 000 entrepreneurs.

Nationalisation des installations de stockage de gaz en Tchéquie

Le ministère de l'Industrie et du Commerce a annoncé que l'Etat envisageait le rachat des plus grandes installations de stockage de gaz naturel situées sur son territoire. Il s'agirait principalement des réserves appartenant au groupe allemand RWE Gas Storage, qui exploite en République tchèque six installations contenant près de 2,7 Mds m³ de gaz, soit près d'un tiers de la consommation annuelle (2 mois de consommation en hiver). Pour financer cet achat, l'Etat envisage de mobiliser 7,5 Mds CZK (310 MEUR) du programme RePowerEU (sur un total de 16 Mds CZK qui seraient attribués à la Tchéquie).

La République tchèque atteint son objectif d'économies en gaz

Le ministre de l'Industrie et du Commerce a annoncé que la République tchèque avait réduit sa consommation de gaz de 448 M m³ depuis octobre par rapport à l'hiver passé, soit plus de la moitié de son objectif fixé à 800 M m³ pour cette saison de chauffe. Par ailleurs, l'Office de régulation de l'énergie a fixé les heures de pointe (pour les jours de la semaine : 9h-10h, 13h-14h, 16h-17h ; pour le week-end : 11h-12h) pendant lesquelles une réduction de la demande doit s'appliquer, en conformité avec le règlement européen imposant une réduction de la consommation de 5% pendant les périodes de pointe entre début décembre et fin mars. Estimant que le pays remplit déjà ces objectifs du fait des économies volontaires d'énergie, de

l'augmentation des prix et des campagnes de communication d'économies d'énergie, le gouvernement ne prévoit pas d'utiliser de leviers supplémentaires.

Lent virage vers la sobriété énergétique des ménages slovaques

Début décembre, le ministère de l'Economie et l'Agence slovaque d'innovation et de l'énergie, ont lancé une campagne de communication pour soutenir les économies d'énergie auprès des ménages. La campagne « Podme šetriť spolu » (Allons faire des économies ensemble) se focalise sur les ménages afin de les sensibiliser quant à l'importance de faire des économies sur toutes les sources énergétiques.

La Hongrie refuse une solidarité imposée

Lors du conseil énergie extraordinaire du 24 novembre, la Hongrie ne s'est pas opposée à la mise en place d'une plateforme volontaire d'achats conjoints de gaz, à laquelle elle ne souhaite toutefois pas participer, mais s'oppose à toute mesure obligatoire en la matière. La Hongrie s'oppose aux mesures de solidarités proposées, et opposera son veto lors du conseil énergie de décembre, si elles sont maintenues. Dans le détail, la Hongrie trouve « irréalisable » l'obligation de notification plusieurs semaines à l'avance par les entreprises de leurs approvisionnements de gaz au-delà de 500 M m³/an, les délais étant beaucoup plus contraints dans les faits. Il s'agirait également d'un empiètement de Bruxelles sur les compétences nationales, ce qui est « inacceptable » aux yeux du ministre hongrois des affaires étrangères.

Une autre mesure proposée envisage de contraindre les Etats dont les réserves en gaz le permettent d'approvisionner un autre pays qui se trouverait en difficulté. Pour le ministre, du gaz « acheté avec de l'argent hongrois n'a pas à être utilisé à l'étranger selon les ordres de Bruxelles ». En outre, cela favoriserait la spéculation entre Etats, puisque le gaz acheté à prix élevé pendant la période de stockage (fin de l'été 2022) serait racheté à bas prix lors de la période d'utilisation (en hiver), ce qui n'inciterait pas les pays à remplir leurs stocks.

Le mécanisme de plafonnement du prix du gaz, tel que proposé par la Commission, est lui aussi rejeté, car le niveau de prix proposé serait tellement élevé qu'il rendrait le mécanisme inutile, et ne ferait qu'accroître l'incertitude et pousserait donc les prix à la hausse. La mesure réduirait à terme l'attractivité du marché européen, et mettrait en danger l'approvisionnement énergétique du continent. Pour le ministre, les propositions de la Commission reviennent sur les promesses des sommets précédents de ne pas affecter les contrats de gaz à long terme signés avant l'invasion russe, tel que celui qui lie la Hongrie à Gazprom depuis l'automne 2021. Enfin, la Commission n'aurait pas conduit les études d'impact approfondies promises sur le plafonnement de prix du gaz.

La Hongrie propose d'augmenter les approvisionnements de gaz vers l'Europe, sans exclure la Russie en raison de contraintes géographiques et historiques, mais grâce à la diversification des imports et l'amélioration ses interconnexions gazières.

Ces sujets seront à nouveau discutés le 13 décembre lors d'un nouveau conseil énergie.

Bois de chauffage : réorientation des flux vers les plus disant

En matière de bois de chauffage, la Slovaquie exporte principalement des copeaux et des pellets. Si les volumes d'exportation demeurent inchangés, les prix connaissent une hausse importante (+60 % sur les premiers sept mois de l'année). Sous l'effet des prix, les producteurs slovaques réorientent leurs exportations vers les pays les plus profitables. Ainsi, l'Italie avec le prix de 250 EUR/t est devenue la première destination des exportations. Sa part s'élève à 42 % alors qu'elle n'était que de 33 % l'année dernière et de 25 % il y a deux ans. Dans le même temps,

les exportations vers l'Autriche avec un prix de 100 EUR/t reculent, en passant de 60 % de toutes les exportations il y a deux ans à 31 % cette année.

Lancement du crédit énergétique en Slovaquie

La banque publique qui soutient les exportations slovaques, Eximbanka, a présenté fin novembre son nouvel outil de financement: le crédit énergétique. Cet outil permettra de surmonter la période marquée par les prix énergétiques élevés. Il est à disposition des entreprises de production avec une faible capacité de transfert des coûts énergétiques dans les prix finaux. Le crédit sert principalement au paiement des énergies, y compris des factures déjà payées, mais les entreprises doivent prouver leur orientation à l'exportation.

Hausse des tarifs de transit par oléoduc via l'Ukraine

La société ukrainienne chargée des oléoducs Ukrtransnafta a annoncé la hausse du tarif facturé à la Slovaquie pour le transit du pétrole à travers le territoire ukrainien. A partir de janvier 2023, le prix devrait augmenter de 18 % pour atteindre 13,6 EUR/t. Avec l'augmentation notifiée en avril 2022, le prix connaîtra une hausse de 51 % par rapport à la période d'avant la guerre. La société ukrainienne explique cette hausse par le bombardement russe des infrastructures ce qui augmente les coûts des réparations.

Autres secteurs

L'Estonie appelle à une ambition environnementale forte pour la reconstruction de l'Ukraine

Le 7 décembre 2022, l'Estonie a accueilli un forum dédié à la reconstruction de l'oblast de Zhytomyr. La ministre des Affaires Economiques, Riina Sikkut, a appelé les investisseurs à montrer une forte ambition dans la reconstruction de l'Ukraine. L'objectif est de faire de l'Ukraine l'un des pays les plus modernes d'Europe après la guerre, notamment en développant des infrastructures adaptées aux enjeux environnementaux.

Autres faits saillants

Pologne

Energie

- gaz et pétrole

Mi-novembre, le gouvernement a repris les actifs de Gazprom en Pologne. « La mise sous séquestre de PAO Gazprom est nécessaire pour le bon fonctionnement d'EuRoPol Gaz, notamment pour éviter la paralysie de la prise de décision au sein de l'entreprise et assurer la sécurité des infrastructures critiques pour le transport du gaz » a expliqué le ministre du développement et de la technologie Waldemar Buda.

- électricité et chaleur

Mi-novembre, le président Andrzej Duda a signé une loi qui supprime l'obligation de vendre l'électricité sur la bourse.

Début novembre, le président de l'Office de la régulation de l'énergie et les présidents d'Enea Operator, PGE Dystrybucja, Energa Operator, Tauron Dystrybucja et Stoen Operator ont signé

la Charte pour la transformation effective des réseaux de distribution du secteur électrique polonais. Le document définit les défis auxquels le secteur est confronté à l'horizon 2030 et fixe le cadre et les orientations des investissements dans les réseaux, tout en proposant des modifications de la législation sur le modèle de fonctionnement des opérateurs du système de distribution

- nucléaire

Le 10 novembre, les Coréens ont confirmé sa volonté de couvrir 9,8 % des coûts de construction de la centrale nucléaire de Pątnów et de fournir 39,2 % du financement de la dette. Les entreprises coréennes ont également signé des accords de coopération avec 13 entreprises polonaises

- hydrogène

Le 28 novembre à Szczecin en présence de la ministre du climat et de l'environnement Anna Moskwa, de la vice-ministre du climat et de l'environnement Małgorzata Golińska et du plénipotentiaire en charge des ENR Ireneusz Zyska, 16 entités ont signé une lettre d'intention en faveur de la mise en place de la Vallée de l'hydrogène de la région de Poméranie occidentale. Parmi les signataires figurent les ports de Szczecin- Świnoujście, Groupe Azoty et l'Agence de développement industriel (ARP). La Pologne dans sa stratégie de développement de l'Hydrogène, visait la création d'au moins 5 vallées de l'Hydrogène.

La Chambre nationale de commerce, la confédération patronale Lewiatan, l'Association Hydrogen Poland et le cluster des technologies de l'hydrogène critiquent une partie des dispositions de l'amendement de la loi énergétique visant à définir le cadre réglementaire pour le développement de l'hydrogène en Pologne. Ce document est également l'un des jalons du PNRR. Son projet a été en octobre mis à la consultation publique. Les critiques concernent en particulier l'obligation de l'obtention d'une concession pour : l'installation de stockage de l'hydrogène pour un volume supérieur à 5 000 Nm³, le transport de l'hydrogène, la commercialisation de l'hydrogène (à l'exclusion de la commercialisation d'un montant inférieur à 100 000 EUR) et la fourniture de l'hydrogène via les gazoducs directs dédiés à l'hydrogène. Cette obligation constituerait, selon les entités susmentionnées, une barrière administrative bloquant le développement des technologies de l'hydrogène.

Environnement

- ENR

Début novembre, le Ministre du climat et de l'environnement a déterminé par un décret les prix de référence de l'électricité produite à partir des ENR, soit les prix maximums auxquels l'électricité peut être vendue aux enchères ENR, prévues courant décembre. Le décret prévoit une augmentation des prix de référence pour tous les types d'installations ENR de 10 % à plus de 25 % par rapport aux prix fixés précédemment. Les prix de référence sont désormais de :

- installation éolienne terrestre 340 PLN/MWh (72 EUR) jusqu'à 1 MW - 295 PLN /MWh (62 EUR) au-delà ;
- géothermie - 515 PLN /MWh (109 EUR) ;
- installation photovoltaïque 375 PLN/MWh (79 EUR) jusqu'à 1 MW - 355 PLN/MWh (75 EUR) au-delà.

Selon un nouveau rapport de l'Association polonaise de l'énergie éolienne (PSEW), le potentiel des fermes éoliennes de la mer Baltique pourrait atteindre 33 GW, soit le double des plans actuels du gouvernement. (<http://psew.pl/nowy-potencjal-baltyku-33-gw-mocy-i-20-nowych-obszarow-pod-mfw-raport/>)

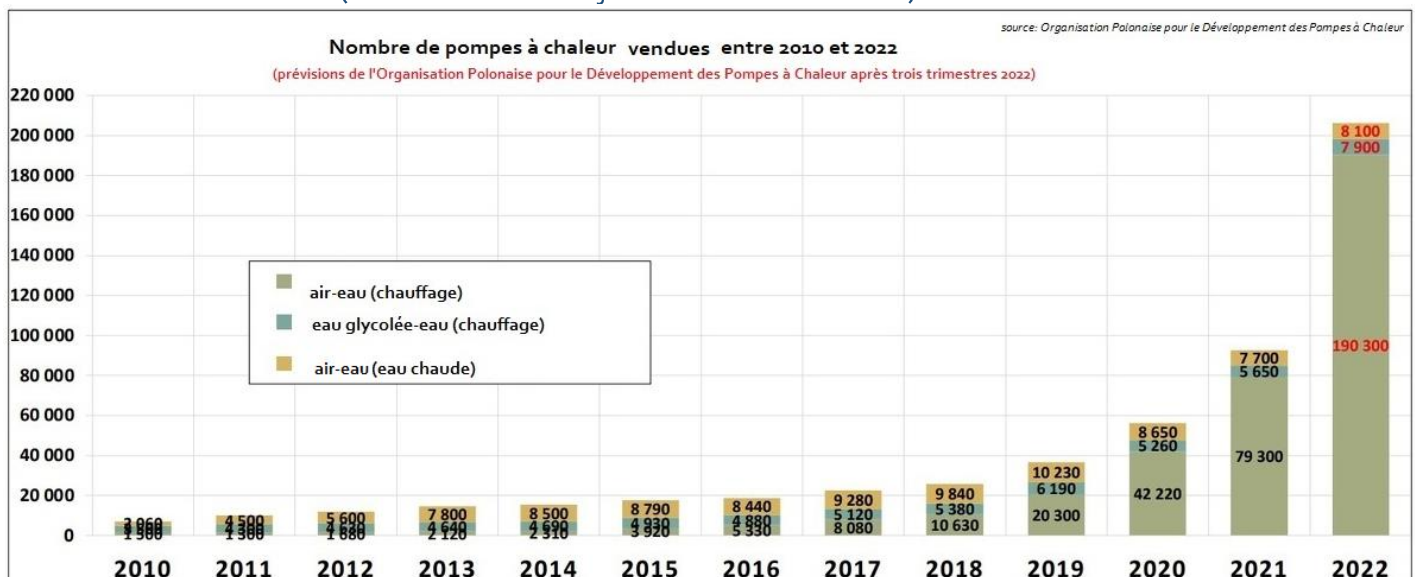
Anna Moskwa, ministre du climat et de l'environnement, a annoncé que dès le 15 décembre 2022, La limite de subvention dans le cadre du programme Mon électricité 4.0. sera augmentée de 4 000 à 6 000 PLN (852 à 1278 EUR) pour les installations photovoltaïques (ou 7 000 PLN (1490 EUR) si le prosommateur achète un dispositif augmentant l'autoconsommation d'électricité) et de 7 500 à 16 000 PLN (1600 à 3409 EUR) pour le système de stockage d'énergie.

- qualité de l'air

Après avoir recueilli des données sur les sources de chauffage via l'inventaire central des émissions pour les bâtiments (CEEB), lancé le 1^{er} juillet 2021, le gouvernement souhaite recueillir des informations sur l'épaisseur des murs ou des toits et sur la consommation annuelle de combustible. **Le lancement de la prochaine phase de collecte de données sur les foyers des Polonais est prévu pour 2023. Ces données seront destinées à être utilisées par les municipalités pour planifier plus efficacement les programmes de thermo-modernisation.** L'inventaire des bâtiments sera réalisé par des personnes autorisées - ramoneurs, employés municipaux autorisés, inspecteurs de l'environnement, personnes contrôlant l'utilisation des primes à la modernisation et à la rénovation thermique et personnes possédant des qualifications en matière de construction. Contrairement aux informations sur le type de source de chaleur, la fourniture de ces données sera volontaire.

Le 23 novembre les conseillers municipaux de **Cracovie** ont décidé de la **mise en place d'une zone à faibles émissions** sur la totalité de la commune. La mesure entrera en service en deux étapes : 1. à partir du 1^{er} juillet 2024 l'accès à la ville sera interdit aux véhicules de près de 30 ans ; 2. deux ans plus tard, l'interdiction concernera les véhicules de plus de 26 ans (à essence) et les véhicules de plus de 16 ans (diesel). Cracovie est la première ville en Pologne à créer la zone à faibles émissions. Varsovie prévoit d'être la seconde.

Le marché des pompes à chaleur enregistre une croissance dynamique en Pologne : sur les trois premiers trimestres 2022 il a été relevé une hausse de 121% au total. En termes des pompes à chaleur pour le chauffage, une augmentation s'élevait à 133%. Cette tendance est renforcée par le Programme Air Pur : en octobre, 63% des demandes visaient le remplacement de la source de chaleur par une pompe à chaleur contre 28% en janvier 2022. Parallèlement, les bénéficiaires du Programme investissent moins dans les chaudières à gaz (21% contre 40% en janvier) et dans les chaudières à biomasse (14% contre 26% en janvier et 31% en février).



Le 28 novembre à Varsovie s'est tenue une réunion de la Table Ronde polono - norvégienne en matière de développement des technologies de captation, d'utilisation et de stockage de CO₂. La rencontre était présidée par Piotr Dziadzio, vice-ministre du climat et de l'environnement et géologue en chef.

- électromobilité

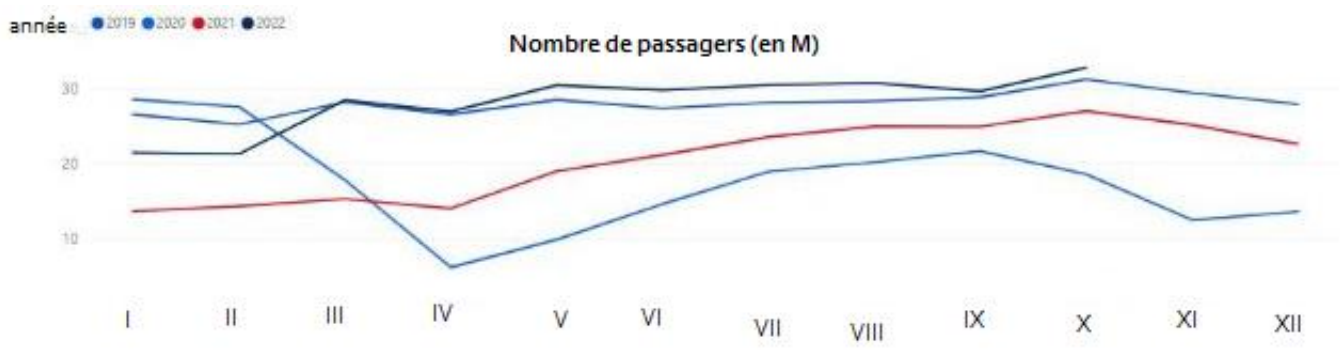
Lors d'une conférence de presse qui s'est tenue le 25 novembre à Katowice, les représentants de la société ElectroMobility Poland (EMP) ont annoncé que l'ouverture de l'usine des véhicules électriques polonais Izero à Jaworzno (voïvodie de Silésie) est prévue en décembre 2025. A terme, la capacité de production annuelle du site sera de 100 000 véhicules. Le planning prévoit aussi l'agrandissement de l'usine d'ici 2030 pour augmenter la capacité de production jusqu'à 200 000 de véhicules par an. Le coût total de l'investissement est estimé à environ 6 Mds PLN (1,3 Mds EUR). Le 18 novembre EMP a signé avec Geely, groupe automobile chinois, un contrat de licence pour la plateforme SAE sur laquelle sera construit le véhicule électrique Izero. En même temps, EMP s'est assuré l'accès aux fournisseurs de presque 60% des composants de la voiture. Pour rappel, la société ElectroMobility Poland a été créée en 2016 par les quatre groupes publics PGE, Tauron, Energa et Enea.

Transport

- ferroviaire

Le 16 novembre, les représentants du syndicat « Solidarność » et d'autres syndicats fonctionnant chez PKP Intercity (opérateur ferroviaire national de passagers de longue distance) et le conseil d'administration de l'entreprise ont signé un **accord salarial**. Conformément à ce document, en 2023 les salariés bénéficieront d'une augmentation de salaire à hauteur d'environ 1200 PLN brut (256 EUR) qui sera mise en place en deux tranches. Comme l'a souligné Maria Sędek, présidente de « Solidarność », **c'est la plus grande augmentation des salaires dans l'histoire de la société**. La signature de l'accord met fin à l'action collective en matière de salaire. PKP Intercity emploie plus de 8 000 personnes.

Selon les données de l'Office du Transport Ferroviaire (UTK), presque 32,8 M de passagers ont emprunté le transport par chemin de fer en octobre 2022 ce qui constitue une hausse de 5,8 M de passagers (soit 21,5%) en g.a. et une augmentation d'1,6 M de passagers (5,1%) par rapport au mois d'octobre 2019. C'est aussi **le plus grand nombre de passagers enregistré dans les statistiques mensuelles de l'UTK depuis 2012**.



Les résultats financiers de PKP Cargo, opérateur ferroviaire de fret (détenu à 33% par le Groupe PKP et par des entités privées) étaient négatifs aux trois premiers trimestres de 2022, néanmoins la perte nette était bien inférieure à celle de l'année précédente (-153,5 M PLN, soit 32,8 M EUR) et s'élevait à presque 4,7 M PLN (1 M EUR). Le volume de marchandises transportées par PKP Cargo et la performance (en tonnes-km) ont augmenté en g.a., pourtant, la part de marché

de l'opérateur a diminué de 0,8% en volume (et s'élève à 37,5%) et de 1,6% en performance (qui est de 39,9%). **Le transport du charbon (33 Mt) a diminué de 2,7% en g.a. en volume.** Par contre, le transport des granulats a noté une hausse de 11,9% en g.a. et s'élevait à 16,3 Mt.

PKP PLK (gestionnaire du rail) et la société Trakcja ont signé un contrat pour la conception et l'extension des rails dans les zones des gares Biała Podlaska et Małaszewicze sur la ligne Varsovie – Terespol pour un montant de 123 M PLN (26,2 M EUR). La gare de Biała Podlaska sera élargie de dix voies et la gare de Małaszewicze de trois voies. Les gares seront adaptées aux trains plus longs et plus lourds. L'extension des deux gares fait partie du « Projet de travaux sur la ligne ferroviaire E20 sur le tronçon Siedlce – Terespol, étape III – LCS Terespol » cofinancé par l'UE dans le cadre du mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE). Le terminal à Małaszewicze à la frontière Pologne-Biélorussie est un site clé pour le transport ferroviaire de la Chine vers l'Europe.

Conformément à la loi sur les mesures d'urgence visant à plafonner les prix de l'énergie électrique signée par le président Andrzej Duda le 2 novembre dernier, **les opérateurs régionaux de transport ferroviaire de passagers appartenant aux collectivités locales pourront en 2023 bénéficier du prix de l'électricité plafonné à 785 PLN/MWh (163 EUR).**

Hongrie

Nominations

Le ministre des Technologies et de l'Industrie, **László Palkovics**, de fait en charge de la politique énergétique du pays, **a démissionné** courant novembre en raison de divergence d'opinions avec le Premier ministre. Ce dernier souhaitait en effet créer un ministère de l'énergie indépendant pour mieux appréhender la crise actuelle. Les anciennes activités de M. Palkovics ont été éclatées entre différents ministères et **le nouveau ministère de l'énergie**. Le portefeuille de M. Palkovics incluait la supervision de la société énergétique publique MVM, la gestion des déchets, des transports, des affaires climatiques, de la politique industrielle, du développement technologique, de la protection de l'environnement, de la politique de l'emploi, l'éducation des adultes et la transition vers une économie circulaire. Il était également en charge du projet de l'Université Fudan et de la renationalisation de l'aéroport de Budapest.

Au 1^{er} décembre, **l'innovation a été réaffectée au ministère de la Culture et de l'Innovation, l'industrie au ministère du développement économique et les transports au ministère de la Construction et de l'Investissement, rebaptisé Construction et Transports.**

Le nouveau ministre de l'énergie nommé est **M. Csaba Lantos**, un homme d'affaires reconnu, qui présidait le groupe énergétique suisse MET. Lors de son audition parlementaire, le nouvel impétrant a désigné la souveraineté énergétique comme la tâche la plus importante des prochaines années. Il souhaite engager la Hongrie dans la voie des investissements, malgré les coûts élevés qu'ils impliquent. Le ministre a appuyé les énergies renouvelables (solaire, biogaz, biomasse, géothermie), et en particulier l'éolien qui pourrait revenir en grâce dans la politique énergétique hongroise.

Le **secrétaire d'État aux transports, M. Dávid Vitézy**, **a démissionné** aussi après le départ de son ministre de tutelle László Palkovics. Le **portefeuille des transports revient à János Lázár**, ex ministre de la Construction et de l'Investissement, dont le ministère a été renommé Construction et Transports.

Energie

Le plan d'aide gouvernemental chargé de subventionner les travaux de mise à niveau énergétique des usines hongroises **a été très sollicité dès son ouverture** sur internet, et le site a

été saturé en 18 minutes. Le fonds de 200 Mds HUF (486,6 M EUR) a été épuisé en totalité par les entreprises, et la somme des projets atteint 500 Mds HUF (1,2 Mds EUR). Le programme couvre 30 % des coûts d'investissement dans des projets d'efficacité énergétique à Budapest et jusqu'à 45 % ailleurs. La valeur minimale du projet doit être de 200 M HUF (487 000 EUR) et la subvention est limitée à 6,2 Mds HUF (15 M EUR). Devant le succès de l'initiative, le gouvernement a accepté de relancer le programme pour 214 entreprises qui n'avaient pas été au bout de la première phase.

- électricité

En octobre, la consommation électrique a baissé de 7,7 % en g.a. Une telle réduction n'avait pas été constatée depuis juin 2020 (-8,7 %) alors que la première vague de coronavirus touchait la Hongrie. La consommation d'octobre 2022 est 5 % inférieure à ce que les estimations du gestionnaire du réseau Mavir prévoyaient. Les principales causes en sont les températures plus clémentes en octobre 2022 qu'en 2021, la fin du plafonnement des prix de l'électricité pour les gros consommateurs résidentiels, et les rationnements des entreprises, qui paient les prix du marché et voient leurs coûts s'envoler.

Les employés de MVM, le premier producteur d'électricité du pays, réclament une hausse de salaire d'au moins de 10 % pour faire face à l'inflation, et se disent « prêts à tout faire » pour l'obtenir.

- gaz

Les réserves de gaz ont atteint 5,4 Mds m³ de gaz naturel au 15 novembre, soit 86 % des capacités (contre 67% au 15 novembre 2021), ce qui représente 54,5% de la consommation annuelle. La Hongrie devait remplir ses cuves à hauteur de 3,7 Mds m³ au 1^{er} novembre.

- pétrole

MOL a annoncé la découverte d'un gisement de pétrole « significatif » à 2100 m de profondeur près de Vecsés, à l'est de Budapest. La production de pétrole devrait s'élever à 600 barils de pétrole par jour dans un premier temps, puis entre 700 et 1000 barils. La production domestique sera ainsi accrue de 5%, ce qui ne suffira pas à pallier les difficultés actuelles d'approvisionnement. MOL produit 3,5 M de barils par jour en Hongrie, et mise sur son permis d'exploitation Vecsés-2 qu'elle a obtenu en 2015, et dont la production a commencé cet été pour durer jusqu'en 2024 d'après le permis actuel. MOL va consacrer 40 Mds HUF (97,6 M EUR) supplémentaires pour l'exploitation domestique.

- nucléaire

Une proposition de résolution parlementaire présentée par le vice-Premier ministre Zsolt Semjén, et le ministre des Technologies et de l'Industrie László Palkovics [*NDR: avant sa démission*] sollicite une extension de la durée de vie des quatre réacteurs existants de la centrale de Paks de 10 à 20 ans. Ceux-ci ont été mis en service entre 1982 et 1987 pour une durée initiale de 30 ans, déjà prolongée de 20 ans en 2005. Les réacteurs devaient donc être démantelés entre 2032 et 2037, et pourraient l'être entre 2042 et 2047, voire 2052 et 2057 sous condition de réalisation d'opérations de rénovations majeures. L'extension est rendue nécessaire pour réduire la dépendance au gaz russe, et en raison du retard du projet de deux nouveaux réacteurs Paks II.

Le ministre des affaires étrangères a rencontré le Directeur général de Rosatom en marge d'une conférence sur l'énergie nucléaire ATOMEXPO à Sotchi en Russie. M. Szijjártó a déclaré que les travaux de Paks II progressaient bien, et que l'objectif de les terminer d'ici 2030 était toujours d'actualité. Le directeur adjoint d'ASE, la filiale de Rosatom en charge de Paks II, a rappelé que si Rosatom n'était pas touché par les sanctions, la chaîne de valeur et les sous-traitants

pourraient l'être. Aussi, l'objectif de mettre en service les blocs en 2030 dépendrait de l'entreprise hongroise Paks II et des autorités hongroises. Il a donné pour exemple les 2,5 M t de ciment nécessaires au projet, qui font désormais l'objet d'une taxe sectorielle en Hongrie, ce qui renchérit les coûts d'achat et les délais d'approvisionnement si les matières premières doivent être achetées à l'étranger.

M. Szijjártó a critiqué l'agence allemande des exportations qui n'a pas encore donné son accord pour l'exportation de la technologie de contrôle commande du consortium Framatome-Siemens dans le cadre du projet Paks II. Il a appelé les institutions européennes et nationales en Europe à respecter l'absence de sanctions sur le nucléaire russe, et à ne pas entraver la sécurité énergétique de la Hongrie.

Les autorités hongroises et autrichiennes sont toujours en désaccord quant à l'existence d'une potentielle ligne de faille sous le site prévu pour les deux nouveaux réacteurs de Paks II. Pour l'Autriche, des formations géologiques indiquent un glissement de 30 à 40 cm de la surface causé par un tremblement de terre de magnitude 6, ce qui rend de fait impossible la réalisation du projet en vertu de la loi hongroise.

- ENR

Les distributeurs d'électricité E.ON et Opus Titász ont reçu un grand nombre de demandes d'installation de panneaux solaires résidentiels avant l'interdiction d'émission de nouvelles licences domestiques depuis le 1^{er} novembre, afin de protéger le réseau électrique hongrois.

Lors de l'inauguration d'une usine chimique sud-coréenne à Heves, le ministre des affaires étrangères a déclaré que la Hongrie se voyait au carrefour des industries automobiles orientales et occidentales. L'usine de Chokwang Paint produira des adhésifs de dissipation thermique pour les batteries des véhicules électriques. L'investissement de 3,8 Mds HUF (9,1 M EUR) a été soutenu par le gouvernement à hauteur de 380 M HUF.

L'entreprise française Helexia, filiale du groupe Voltalia, a annoncé la construction de 20 toitures solaires pour Auchan en Hongrie. Trois toitures ont déjà été installées, et les 17 autres le seront courant 2023. Les 20 toitures produiront annuellement 25,6 GWh d'électricité, soit la consommation d'une ville de 20 000 habitants. Elles éviteront l'émission de 4 730 t de CO₂.

L'entreprise hongroise Forest-Vill a achevé la construction du réseau électrique qui alimentera la future usine BMW de Debrecen pour 800 M HUF (1,9 M EUR).

BMW a annoncé le doublement de son investissement à Debrecen. Outre l'usine automobile de 400 Mds HUF (957,2 M EUR) qui produira 150 000 véhicules par an, le groupe va investir 400 Mds HUF supplémentaires dans une usine d'assemblage de batteries électriques sur le même site. 500 emplois supplémentaires seront créés, et l'investissement total, proche de 2 Mds EUR, devient le troisième plus important jamais réalisé en Hongrie. Les deux unités fonctionneront en symbiose, d'ici fin 2025 et le gouvernement offrira une subvention de 13,5 Mds HUF (32,3 M EUR) car il considère que ce type d'investissements préservera la Hongrie de la récession qui frappe l'Occident.

Environnement

Sade-Magyarország Mélyépítő et Veolia Water Solutions & Technologies ont remporté un appel d'offres pour la modernisation du réseau d'égouts de Csorvás, pour 7,5 Mds HUF (18 M EUR).

MOL et BKM, l'entreprise municipale de Budapest chargée de collecter les déchets, ont signé une lettre d'intention énonçant les grands principes qui guideront la création et l'exploitation future de leur nouvelle co-entreprise, dont les opérations commenceront le 1^{er} juillet 2023 en

vertu du contrat de concession de 35 ans attribué à MOL. MOL et BKM détiendront chacun la moitié de la co-entreprise.

Infrastructure

- ferroviaire

L'entreprise de construction V-Híd, détenue directement par Lőrinc Mészáros, a remporté l'appel d'offres public de 13 Mds HUF (31,2 M EUR) pour la construction d'une liaison ferroviaire vers le site de l'usine BMW prévue à Debrecen. Le gouvernement a prévu 130 Mds HUF (312 M EUR) pour le financement d'infrastructures autour de l'usine. V-Híd a remporté 48 Mds HUF (115,2 M EUR) de marchés publics ces dernières semaines.

Transport

- aérien

Au 1^{er} janvier 2023, le gouvernement va remplacer la taxe exceptionnelle sur les « surprofits de l'aviation aérienne » par une taxe environnementale sur les passagers. L'ancien système prévoyait une taxe de 3 900 HUF/9,5 EUR pour les vols en provenance de Hongrie et à destination de l'Espace Economique européen (EEE), contre 9 750 HUF/23,3 EUR pour les autres destinations. Elle était due par les opérateurs aériens, et ne pouvait pas être répercutée sur les passagers. La nouvelle taxe s'appliquera directement aux passagers. La distinction selon la destination est maintenue, mais le nouveau montant de la taxe à ajouter au prix du billet dépendra de la valeur des émissions de CO₂ de l'avion selon l'Airport Carbon and Emissions Reporting Tool (ACERT) et le nombre de moteurs pour un siège, suivant les modalités suivantes :

	Destination EEE	Destination hors EEE
Emissions de CO ₂ en kg/siège < 10,5 kg	2 700 HUF 6,5 EUR	6 800 HUF 16,3 EUR
10,5kg ≤ Emissions de CO ₂ en kg/siège < 17,5 kg	3 900 HUF 9,3 EUR	9 750 HUF 23,3 EUR
Emissions de CO ₂ en kg/siège ≥ 17,5 kg	5 100 HUF 12,2 EUR	12 700 HUF 30,4 EUR

Les compagnies devront déclarer leurs valeurs d'émissions avant le 5 du mois suivant le voyage, pour chaque vol au départ de Budapest. Sinon, c'est le taux le plus élevé qui s'appliquera.

Pour Ryanair, le gouvernement révèle là son intention de taxer directement les passagers. Cette nouvelle mouture de taxe rend la Hongrie moins compétitive par rapport à ses voisins d'après Ryanair, qui considère que les visiteurs éviteront désormais le pays.

Wizz Air a annoncé une perte de 384,3 M EUR pour son premier semestre de l'année 2022 (avril – septembre), contre une perte de 120,9 M EUR sur la même période en 2021. Alors que le nombre de passagers transportés a doublé pour atteindre 26,5 M EUR, les coûts opérationnels ont plus que doublé, pour s'établir à 2,25 Mds EUR.

Wizz Air a rejoint l'Alliance for Zero-Emission Aviation (AZEA) qui vise le développement des avions zéro émission. L'initiative lancée par la Commission européenne vise à promouvoir le développement d'avions à hydrogène et électriques. Wizz Air s'était précédemment engagé à réduire les émissions de CO₂ de 25 % par passager-km d'ici 2030, et à atteindre la neutralité

carbone en 2050. Dans cette perspective, Wizz Air a signé un accord d'achat à long terme de "carburant vert" avec OMV portant sur 185 000 t de carburant entre 2023 et 2030.

République Tchèque

Energie

Le groupe CEZ, principal fournisseur d'énergie en République tchèque, a enregistré un bénéfice net record sur les trois premiers trimestres de 2022 (2,2 Mds EUR soit une augmentation de plus de 300% sur un an). Selon le rapport financier trimestriel de CEZ, le bénéfice net pourrait atteindre entre 2,7 et 3,1 Mds EUR sur l'ensemble de l'année 2022.

- nucléaire

Le 30 novembre, trois offres (EDF, KHNP et Westinghouse) ont été remises à l'électricien CEZ pour le projet de construction d'un nouveau réacteur nucléaire à Dukovany. Le ministre Jozef Sikela a indiqué qu'il s'agissait de l'investissement le plus important de l'histoire de la République tchèque. CEZ peut donc ainsi lancer le processus d'analyse de ces trois offres pour une soumission des offres finales fixée à septembre 2023. Ses recommandations quant au choix du meilleur soumissionnaire seraient adressées au gouvernement en décembre 2023.

A l'occasion de la remise de son offre, EDF a organisé [une conférence de presse](#) le 30 novembre, à la Maison municipale de Prague, en présence de l'ambassadeur de France. EDF a précisé avoir soumis une offre initiale pour la fourniture des services d'ingénierie, d'achat, de construction et de mise en service industrielle d'un réacteur EPR1200 pour le site de Dukovany (tranche 5) ainsi que pour la fourniture d'assemblages combustibles dans le cadre de ce projet, ainsi que deux propositions indicatives dont l'objet est d'accompagner le développement d'une flotte de réacteurs en République tchèque, notamment un réacteur supplémentaire à Dukovany (tranche 6) et deux autres réacteurs sur le site de Temelin (tranches 3 et 4). EDF a indiqué que ce projet s'appuyait sur une démarche de partenariats de long terme entre les industries nucléaires française et tchèque porteuse de retombées économiques pour la République tchèque. Le projet d'EDF impliquerait de nombreuses entreprises tchèques sous-traitantes, près de 200 d'entre elles étant déjà identifiées dont 70 déjà pré-qualifiées.

Dans la perspective d'installer un petit réacteur nucléaire modulaire (SMR) sur le site de la centrale nucléaire de Temelin, CEZ vient d'achever la première phase de ses études géologiques dont les résultats seraient concluants. Plus rapides à construire que les grands réacteurs, les SMR pourraient, selon la presse, entrer en service entre 2032 et 2035 et favoriseraient la création de nombreux emplois. CEZ a déjà signé des accords de coopération dans le domaine des SMR avec plusieurs entreprises étrangères dont les trois candidats du projet Dukovany 5.

Projets d'intérêt public

Le ministère du développement régional a présenté les grandes lignes de **la loi sur les expropriations** dont l'objectif est d'accélérer le processus d'expropriation, qui dure parfois plus de dix ans, et de réduire la fragmentation du cadre juridique afférent (le processus est actuellement encadré par plusieurs lois). Le projet de loi met l'accent sur les négociations avant l'expropriation - l'État disposera de quatre-vingt-dix jours pour négocier un accord avec le propriétaire et sera en mesure d'offrir jusqu'à huit fois la valeur de la propriété déterminée par les experts judiciaires. Les procédures d'expropriation ne seront plus menées par les municipalités, mais par les régions. L'entrée en vigueur de la loi est prévue à partir du 2^{ème} semestre 2024.

Transport et infrastructures

Le ministère des Transports a annoncé la préparation de son « **Plan de développement des infrastructures à horizon de dix ans** » qui comprendra la liste des projets d'infrastructures autoroutières et ferroviaires prévues, dont les LGV, avec les budgets afférents et ressources financières. Le calendrier de ces constructions, qui prévoit l'achèvement du réseau autoroutier tchèque d'ici 2033 (construction de plus de 640 km), devrait être soumis au conseil des ministres en mars 2023 sous forme de décret gouvernemental.

- ferroviaire

Le train TGV M Avelia Horizon d'Alstom est, à partir du 7 décembre, testé sur le circuit d'essai de VUZ (Institut de recherche ferroviaire) à Velim (Bohême centrale) pour des essais dynamiques à 200 km/h et d'homologation. Le VUZ Test center de Velim est le seul centre en Europe autorisant des circulations jusqu'à 230 km/h et permettant d'éprouver l'endurance des matériels ferroviaires de façon polyvalente (plusieurs anneaux sont imbriqués, plusieurs tensions sont disponibles pour l'alimentation des caténaires, et plusieurs vitesses de pointe peuvent être atteintes). Ces tests, portant principalement sur le châssis et le comportement dynamique, prendront plusieurs mois.

La ligne ferroviaire régionale entre Olomouc et Uničov sera à partir du 1^{er} janvier 2023 la première ligne du réseau tchèque à être entièrement équipée de système ETCS. L'électrification et la rénovation de cette ligne de 30 km a permis d'augmenter la vitesse de 90 à 160 km/h. A partir du 1^{er} janvier 2025, le système de signalisation ETCS sera obligatoire sur les principaux corridors internationaux.

Projet LGV : le gestionnaire d'infrastructures ferroviaires tchèque, Správa železnic (SŽ), a lancé un appel d'offres pour l'élaboration des documents nécessaires à l'évaluation de l'impact environnemental EIE et à l'établissement du permis d'aménagement pour le tronçon entre Ústí nad Labem et le portail du tunnel sous les monts Métallifères sur la future LGV RS4 Prague – Dresde, tronçon qui suscite des contestations des riverains et municipalités traversées. L'entreprise retenue sera également chargée de préparer la conception d'un centre de maintenance TGV à Chabařovice.

- transport urbain et hydrogène

Le ministère des Transports a lancé dans le cadre du programme opérationnel PO Transport III (2021-2027) un appel à projets concernant le déploiement des stations de ravitaillement hydrogène pour un budget de 300 M CZK (12,3 M EUR) et trois appels à projets pour soutenir la télématique des transports urbains et le développement d'infrastructures de transport ferroviaire urbain d'une valeur totale de 22,8 Mds CZK (1 Md EUR).

Environnement

En 2022, le ministère de l'Environnement a accordé via son programme New Green Savings des subventions pour l'installation de panneaux photovoltaïques à près de 50 000 ménages, soit quatre fois plus que l'an passé, pour une puissance totale de 380 000 kWp. En outre, le Fonds de modernisation a également soutenu la construction de 200 centrales solaires d'une capacité totale de 622,4 MW

qui couvriront la consommation d'électricité de près de 370 000 ménages. Le soutien total accordé par le ministère à l'installation de centrales solaires s'élève ainsi à 14 Mds CZK (580 M EUR) en 2022.

Le ministre de l'Environnement par intérim Marian Jurecka souhaite réviser l'article 7 de la Constitution afin d'y intégrer la protection de l'eau et de la terre. L'Etat devra assurer

« l'utilisation durable des ressources naturelles, en particulier de l'eau et de la terre, et la protection des richesses naturelles », ce qui devrait permettre de limiter les litiges relatifs à l'exploitation des ressources naturelles qui n'est pas toujours compatible avec la protection de l'eau et de la terre.

Fonds européens

Après un premier préfinancement de 915 M EUR versé en septembre 2021, la République tchèque a présenté à la Commission européenne une demande de décaissement de 1 Md EUR dans le cadre de son plan national de relance et de résilience (PNRR). La CE dispose de deux mois pour évaluer cette demande au regard de 37 cibles et jalons. De nombreux investissements et réformes ont été engagés ces derniers mois pour y répondre (par exemple : loi sur la construction de bâtiments destinée à simplifier la délivrance des permis de construire, réformes anticorruption, programmes éducatifs visant à renforcer la culture numérique à l'école, projets dans le domaine des transports comme l'allongement des pistes cyclables, la modernisation de ponts ou de tunnels ferroviaires, etc). Le montant total des subventions européennes prévues au titre du PNRR (7,7 Mds EUR) devraient faire l'objet de neuf versements successifs au total, conditionnés à la réalisation complète des différents jalons et réformes inscrits dans le PNRR.

Slovaquie

Energie

Le 18 novembre, l'Autorité de régulation, URSO, a soumis à consultation publique « Le concept de protection des consommateurs remplissant des critères de la pauvreté énergétique ». Le concept se focalise sur la méthodologie pour définir la pauvreté énergétique. Le document d'URSO recommande l'établissement d'un groupe de travail interministériel pour rédiger une définition acceptable et applicable et rédiger un projet de loi incorporant la définition de la pauvreté énergétique dans la législation nationale. Selon les premières estimations, approximativement 24 % des ménages, c'est-à-dire 432 000 de 1 800 000 ménages sont menacés par la pauvreté énergétique.

L'Autorité de régulation propose l'introduction de quelques mesures qui sont dans ses compétences :

- L'utilisation du système de l'électricité prépayée grâce au déploiement des compteurs intelligents.
- La mise en place des codes d'identification à tous les consommateurs d'énergie et d'eau (EIC). Ces codes seront attribués aux consommateurs en 2023 et permettront la création d'un registre de consommateurs selon les différents paramètres socio-économiques dont un registre unifié pour les consommateurs menacés par la pauvreté énergétique
- Le renforcement de la protection des consommateurs menacés par le biais d'un jeu de mesures.

Le 1^{er} décembre 2022, le gouvernement slovaque a présenté les nouveaux prix des énergies pour les ménages pour l'année 2023 ; les prix de l'électricité ne devraient pas connaître d'augmentation, alors que ceux du gaz et de la chaleur devraient connaître une hausse de 15 %. Les autorités évaluent le coût de cette mesure à près de 6 Mds EUR, soit environ 3 000 EUR par ménage. Quant à l'Autorité de régulation, elle présentera le détail des prix finaux régulés d'ici la fin de l'année ce qui permettra d'évaluer plus précisément le montant de cette mesure. D'après les calculs du ministère du travail, des affaires sociales et de la famille, les 800 000 ménages utilisant le réseau de chaleur devraient connaître une hausse mensuelle de 12 EUR, les 400 000 maisons utilisant le gaz pour la chaleur et l'eau chaude devraient subir une hausse mensuelle de

19 EUR, les 50 000 maisons utilisant l'électricité pour la chaleur et l'eau chaude devraient avoir des tarifs inchangés et les 100 000 appartements utilisant le gaz pour la chaleur et l'eau chaude devraient escompter une hausse mensuelle de 8 EUR. Le coût des mesures estimées à 6 Mds EUR doit toutefois être pris avec précaution. En effet, le gel des prix de l'électricité résulte du mémorandum signé avec l'opérateur Slovenske elektrarne en février 2022 qui garantit le prix à hauteur de 61,21 EUR/MWh HT jusqu'à 2024. Le 29 novembre, la Commission a définitivement notifié les termes de ce mémorandum. Le montant de cette mesure s'élèverait à 2 Mds EUR. Le coût du plafonnement de la hausse du gaz et de la chaleur à hauteur de 15 % s'élève à 1,7 Md EUR pour le gaz et à 380 M EUR pour la chaleur. A cet égard, l'Association des producteurs de chaleur demande la garantie du bon versement de compensations financières aux producteurs car ces derniers doivent assurer la production avec des prix plafonnés. Enfin, le gouvernement slovaque conditionne le déploiement de ces aides aux ménages par l'adoption de la loi de finances 2023 dans un contexte où le gouvernement slovaque est minoritaire.

- *électricité*

Le ministère de l'Economie a lancé un appel d'offres dans le cadre du Plan national de relance et de résilience (PNRR) et de son volet économie verte – la modernisation des centrales hydrauliques. Le ministère a dédié 16 M EUR à ce programme. Seront soutenus les projets de modernisation des centrales hydrauliques d'une puissance installée minimale de 0,5 MW qui visent la modernisation de la partie technologique des centrales avec l'extension de durée de fonctionnement.

- *nucléaire*

La dernière des quatre tours de refroidissement de la centrale nucléaire à Mochovce connaît actuellement une reconstruction. Les deux premières ont été reconstruites il y a dix ans. Les travaux sur la troisième ont été finalisés en mai 2022 et la quatrième a été mise en arrêt le 15 septembre. Les travaux sur cette tour de 125 mètres devraient être achevés en avril 2023 pour entamer juste après une période de test pendant trois mois. Après rénovation, les tours devraient être fonctionnelles jusqu'à la fin d'opération des deux premiers blocs, c'est-à-dire jusqu'à 2060.

Le 6 décembre, le nouveau bloc nucléaire à Mochovce a arrêté de fonctionner. En effet, pendant les tests de pression, un défaut d'étanchéité a été détecté sur le réacteur. Des problèmes d'étanchéité seraient apparus peu après avoir atteint la puissance minimale contrôlée; une réaction en chaîne s'est déroulée dans le réacteur, mais la performance était proche du zéro. La réparation devrait reporter la production de quelques semaines, voire quelques mois.

- *gaz*

La principale compagnie de gaz SPP prévoit un investissement à hauteur de 500 M EUR à l'horizon 2030 dans les projets verts. Les responsables de SPP prévoient une accélération de la mise en place de ces projets via des investissements dans les centrales photovoltaïques, les centrales éoliennes, les stations de biométhane et dans la géothermie.

- *ENR*

En novembre dernier, l'Association slovaque de l'industrie photovoltaïque a présenté son étude de développement des centrales éoliennes. L'étude a été réalisée par la société autrichienne Energiewerkstatt. L'Association met en exergue les résultats de l'étude selon lesquels l'énergie éolienne peut jouer un rôle important dans la sécurité énergétique du pays. Elle rappelle qu'il est temps de ne pas considérer l'énergie éolienne comme un « épouvantail ». L'étude dévoile de nombreuses barrières législatives, administratives, techniques et réglementaires qui freinent son développement. L'étude mentionne également la perception négative par la population slovaque. Enfin, l'Association doute des objectifs fixés par les autorités slovaques selon

lesquelles il y aura une production de 100 MW par l'énergie éolienne en 2022 et 500 MW en 2030. En effet, aujourd'hui, il n'y a que 2 centrales éoliennes avec une puissance installée totale de 3 MW.

- pétrole

La raffinerie Slovnaft (CA de 4,1 Mds EUR en 2021, profit de 253 M EUR, groupe hongrois MOL) a achevé les travaux d'entretien de ses unités de production. Tout au long de l'année, en trois phases, Slovnaft a réalisé l'arrêt progressif de ses 33 unités de raffinerie et pétrochimiques. La raffinerie a investi dans l'entretien et la modernisation 69 M EUR avec la participation de 2 300 fournisseurs nationaux ou étrangers. Le résultat de ces travaux est la hausse de la sécurité et la moindre charge environnementale de la production. Slovnaft a retrouvé sa pleine production le 27 novembre.

Transports

- routier

Le 29 novembre, la Société nationale des autoroutes a signé le contrat avec la société polonaise Budimex, membre du groupe espagnol Ferrovial, qui a remporté le contrat sur l'interconnexion des autoroutes D1 et D4 à Bratislava ainsi que l'élargissement de l'autoroute D1 près de Bratislava de 3,6 km. Le contrat de ce contrat s'élève à 110 M EUR HT et les travaux doivent être achevés dans trois ans. Les travaux seront financés par le budget national. Par ailleurs, Budimex serait en bonne voie de remporter le contournement de Sala (22 000 habitants) avec son offre de 77,5 M EUR pour ce marché public d'une longueur de 12 km.

Le 30 novembre, le ministère des Transports et de la construction a présenté en Conseil des ministres le document « Le programme de développement des travaux publics pour les années 2023-2025 ». Ce document fournit une vue globale des travaux dont les coûts sont supérieurs à 5 M EUR. Il sert également d'outil pour surveiller l'état de préparation technique des travaux publics. Il comprend au total 41 travaux proposés par quatre ministères et deux régions. Le ministère des Transports a proposé le plus grand nombre de travaux publics (25) avec une focalisation sur les autoroutes, les voies rapides, les routes nationales et l'infrastructure ferroviaire. Le ministère de l'Environnement a présenté 11 travaux publics centrés sur les mesures contre l'inondation, les adductions et les stations d'épuration des eaux usées. Au total, ces travaux devraient coûter 4,4 Md EUR dont 3,7 Mds EUR pour le ministère des Transports. La réalisation des travaux est prévue pendant les années 2023 – 2031. Pour consulter la liste des travaux proposés par le ministère des Transports, veuillez contacter directement le Service économique de Bratislava.

- ferroviaire

Le 30 novembre, le gouvernement a approuvé l'accord-cadre avec la société ferroviaire privée tchèque Leo Express. Cette dernière a remporté en août le marché public sur la ligne Bratislava – Komarno (100 km) dans le sud du pays. Cette ligne a été libéralisée déjà en 2012 lorsque la ligne a été attribuée à la société tchèque RegioJet. Depuis décembre 2020, la ligne est opérée dans l'attente de l'issue de l'AO par la société publique ZSSK en coopération avec la société autrichienne ÖBB. L'âge des voitures ne doit pas dépasser 40 ans et la vitesse doit être au minimum de 100 km/h. Leo Express devrait commencer son activité le 10 décembre 2023.

Environnement

A partir du 1er janvier 2022, la Slovaquie a initié la consignation des bouteilles PET et des canettes. Il s'agit des bouteilles et des canettes de boisson de 0,1 à 3 litres à l'exception des bouteilles de lait, de sirop et d'eau-de-vie. Elles sont consignées à hauteur de 15 centimes.

Pendant les premiers dix mois du fonctionnement, le taux de retour des bouteilles et des canettes est de 70 % ce qui dépasse de 10 points l'objectif annuel de 2022. Il y a actuellement 3 000 sites de reprise dans le pays. Les autorités se sont fixées l'objectif d'un taux de retour de 90 % en 2025.

D'après les statistiques de l'Association européenne des producteurs d'automobiles, ACEA, la Slovaquie est au 4^{ème} rang de l'UE concernant les émissions les plus élevées de CO₂ par des nouvelles voitures. Les émissions étaient de 139,2 g CO₂/km, en hausse de 14,3 % en glissement annuel. Pour mémoire, la moyenne européenne s'élève à 116,3 g CO₂/km.

Lituanie

Energie

- ENR

Luminor Bank prête 25,5 M EUR à la société d'énergie renouvelable Green Genius pour la construction de cinq parcs solaires d'une capacité totale de 39 MW. Il s'agit de la quatrième étape du financement par la banque d'une entreprise d'énergie renouvelable. Plus précisément, ces parcs solaires seront construits dans cinq régions de Lituanie : Kaunas, Kėdainiai, Klaipėda, Mažeikiai et Ignalina. Les travaux devraient commencer dès le premier trimestre 2023 et se terminer à l'été 2024. Ces projets d'envergure permettront notamment d'éviter de libérer dans l'atmosphère près de 20 000 t de CO₂ chaque année en Lituanie. L'énergie produite par les parcs construits dans ces cinq régions sera utilisée par des entreprises locales opérant de manière responsable dans divers secteurs, de l'entretien des routes à l'impression de publications. Pour rappel, Green Genius est une société d'énergie renouvelable appartenant au groupe lituanien Modus qui met en œuvre des projets d'énergie solaire, de biogaz, éolienne et d'hydrogène vert. La société opère actuellement dans huit pays européens et prévoit de réaliser 1,5 GW de projets d'énergie renouvelables d'ici 2025.

- électricité

Selon l'Agence lituanienne de l'énergie (LEA), les prix de l'électricité ont augmenté pour la quatrième semaine consécutive depuis novembre en restant toutefois inférieurs à ceux d'octobre. En ce qui concerne l'électricité, la LEA a en effet signalé que les prix de la semaine du 25 novembre au 1^{er} décembre ont augmenté de 26% par rapport à la semaine précédente. Le prix moyen de l'électricité en Lituanie s'élève désormais à 317,3 EUR/MWh (similaire à l'Estonie, Lettonie et Finlande), soit 26 % de plus qu'entre le 18 et le 24 novembre, où il atteignait 252 EUR/MWh. Cette hausse qui dure depuis déjà quatre semaines est la deuxième plus longue période de croissance des prix depuis la période du 13 mai et 7 juillet, lorsque le prix moyen de l'électricité est passé de 146,6 à 303,6 EUR/MWh. Le prix moyen de l'électricité se maintient néanmoins à un niveau inférieur à celui de fin septembre et début octobre qui variait autour de 354,5 EUR/MWh.

Environnement

Fin novembre, le Parlement lituanien a voté la loi sur les emballages et les déchets d'emballage visant à interdire la distribution gratuite de sacs en plastique très légers aux points de vente de biens ou de produits. Dès juillet 2023, les sacs plastiques seront désormais facturés quelques centimes dans les magasins. Une exception sera toutefois faite pour les sacs en plastique très légers utilisés pour l'emballage des viandes et des poissons frais. Selon Eurostat, avec plus de 200 sacs utilisés chaque année par personne, la Lituanie est la championne européenne de consommation de sacs en plastique légers.

- *électro-mobilité*

À Vilnius, le nouveau centre d'affaires « S28 » sera doté de 176 points de recharge de 22 kW pour les voitures électriques afin subvenir à un marché de l'électromobilité qui tend à croître en Lituanie. Dans la capitale lituanienne, la construction d'un centre d'affaires moderne dédié à des missions administratives se finalise. Intégrant les besoins du citoyen moderne dans l'élaboration du projet, la société LJB property, développeurs du S28, a adapté la plupart des places de parking du bâtiment pour pouvoir charger jusqu'à 176 batteries de voitures électriques simultanément. Les voitures des employés et des visiteurs du nouveau centre d'affaires seront chargées par l'électricité provenant d'une centrale solaire installée sur le toit du bâtiment. Ces installations permettront d'anticiper une hausse possible du nombre de propriétaires de voitures électriques suite notamment au vote de l'UE pour interdire la commercialisation des véhicules neufs à essence ou Diesel à partir de 2035.

Transport et infrastructures / mobilité durable

La Lituanie se joint aux efforts internationaux visant à atteindre l'objectif de zéro émission des véhicules de fret. Signé par le ministre des Transports et des Communications M. Skuodis lors de la COP27 en Égypte, cet accord d'adhésion témoigne selon lui de la volonté du pays d'agir pour faire face au défi climatique. Le ministre se félicite en effet de cette décision en rappelant par ailleurs que plus des deux tiers de la flotte de fret lituanienne impliquée dans le transport international est déjà constitué de camions Euro 6, qui sont actuellement les camions à combustibles fossiles les moins polluants du marché. Les quinze pays signataires du protocole ont ainsi l'intention d'identifier des voies viables et actions nécessaires pour s'assurer que les véhicules zéro émission représentent 30% de toutes les nouvelles ventes d'ici 2030. L'objectif sera également de permettre une transition complète vers des véhicules utilitaires moyens et lourds à zéro émission dans les nouveaux parcs d'ici 2040, afin d'atteindre d'ici 2050 la neutralité carbone.

- *infrastructures ferroviaires*

Réuni les 5 et 6 décembre à Bruxelles, le Conseil « Transports, télécommunications et énergie » (TTE) s'est montré ouvert à l'idée d'un éventuel élargissement du réseau transeuropéen de transport (RTE-T) intégrant une nouvelle ligne ferroviaire Vilnius-Klaipėda. Selon M. Skuodis, ministre des Transports et des Communications, ce projet d'envergure contribuerait à assurer non seulement une meilleure interopérabilité du transport ferroviaire international, mais aussi la compétitivité du port maritime de Klaipėda. En effet, cette future ligne à grande vitesse à Klaipėda modifierait fondamentalement le système de transport lituanien en créant une alternative viable au transport routier et contribuant à accélérer la diversification des activités du port maritime de la ville. Enfin, cette nouvelle liaison est particulièrement importante pour relier tous les ports de l'UE sur la côte orientale de la mer Baltique à l'Ukraine par chemin de fer, ainsi que pour créer de nouveaux corridors de fret vers l'Europe occidentale et septentrionale. Si confirmation, le début des travaux serait prévu d'ici 2030 selon le ministère.

LTG Link, filiale de transport de passagers des chemins de fer lituaniens, commencera à proposer **de nouvelles destinations vers la Pologne** à partir du 11 décembre. L'itinéraire quotidien du train offrira des trajets vers Varsovie, capitale polonaise, et Cracovie. La ligne ferroviaire entre la Lituanie et la Pologne relira in fine Vilnius-Kaunas-Varsovie-Cracovie. Cette nouvelle liaison sera exploitée en coopération avec le transporteur polonais PKP Intercity. Le train LTG Link reliera Vilnius à Mockawa via Kaunas, où les passagers seront invités à prendre un train exploité par PKP Intercity et à poursuivre leur voyage vers la ville polonaise de leur choix. **Le trajet de Vilnius à Varsovie prendra environ 9 heures avec changement** (il sera de 4 heures à la mise en service de

Rail Baltica). Actuellement en vente sur le site Web et l'application LTG Link depuis le 25 novembre, un billet standard pour Varsovie coûte environ 25 EUR contre 30 EUR pour Cracovie.

Lettonie

Energie

Le gestionnaire public de réseau de transport d'électricité «Augstsprieguma tīkls (AST) et l'opérateur de distribution d'électricité «Sadales Tīkls» (ST) ont soumis à la Commission des services publics (SPRK) des nouveaux plans tarifaires qui prévoient une hausse importante des tarifs à partir de l'année prochaine. Ainsi, les tarifs de transport de l'électricité devraient quadrupler à partir du 1er mars 2023, tandis que ceux de distribution d'électricité, progresser de 75% à partir du 1er juillet 2023. Cette augmentation tarifaire inquiète beaucoup les entreprises, ainsi que les ménages qui ont installé des panneaux photovoltaïques. Les autorités politiques ont déjà annoncé qu'une telle augmentation en période de crise est inacceptable et qu'il faudra trouver d'autres solutions pour compenser les pertes des gestionnaires des réseaux de transport et de distribution d'électricité.

La Lettonie arrive en 25^{ème} position du Climate Change Performance Index (CCPI), montrant une performance similaire à l'année précédente. L'économie lettone fait partie des plus avancées sur les questions d'énergies renouvelables grâce à ses centrales hydroélectriques et son utilisation importante de la biomasse pour le chauffage. Les récents mécanismes de soutien des énergies solaires et éoliennes ont été salués par les experts, cependant le soutien du gouvernement à développer le GNL et le manque d'initiatives pour réduire l'utilisation des énergies fossiles ont été vivement critiqués.

Infrastructures

L'entreprise «Eiropas Dzelzceļa līnijas (EDZL)», actionnaire lettone de la coentreprise balte RB Rail, en charge du projet Rail Baltica, a signé un accord d'un montant de 3,6M EUR avec le groupement d'entreprises lettono-espagnole Rere Ineco portant sur la conception et la surveillance des 16 points de mobilité régionaux sur la ligne ferroviaire Rail Baltica en Lettonie.

Les compagnies ferroviaires lettonne (LDz, SJSC Latvijas Valsts Dzelzceļš) et polonaise (PKP, Polskie Koleje Państwowe S.A.) se sont mis d'accord pour coopérer pour le transport de charbon du port de Riga à la gare de Malaszewicze en Pologne. L'objectif actuel est d'expédier au moins 2 cargaisons de charbon par mois via les infrastructures portuaire et ferroviaire lettonnes. À terme, PKP souhaite augmenter la quantité de fret ferroviaire transitant par la Lettonie et élargir la gamme de marchandises transportées.

Le Ministère de la protection de l'environnement et du développement régional poursuit son programme d'investissement pour la réhabilitation et la reconstruction de 210 km de routes nationales, régionales et locales. Ce projet de 92,3 M EUR fait partie des 300 M EUR investis pour aménager les routes nationales dans le cadre de la Facilité de l'Union Européenne pour la Reprise et la Résilience (RRF).

Transport

Un montant de 10 M EUR, financé par le fonds de relance, va être alloué aux municipalités lettonnes pour l'achat de bus à zéro émission pour le transport scolaire. Cet investissement permettra l'achat d'au moins 15 véhicules qui devront être mis en service d'ici fin 2025.

L'appel d'offres lancé en septembre 2021 par l'opérateur de transport public de la ville de Riga, «Rīgas Satiksme», et portant sur l'achat de 52 autocars électriques et de pièces de rechange, a été remporté par l'entreprise polonaise Solaris Bus & Coach Sp. z o.o. (Solaris). Le contrat, dont

le montant total s'élève à 34,3 M EUR, sera conclu pour une période de cinq ans et sera cofinancé par le fonds européen de cohésion à hauteur de 18,2 M EUR pour l'achat des premiers 35 autocars électriques et par le mécanisme de relance et de résilience pour les 17 autres autocars électriques. L'offre de Solaris a été jugée plus avantageuse face à la candidature de l'entreprise turque Karsan Otomotiv Sanayii ve Ticaret A.S.

Le ministère letton des Transports a octroyé une licence de transporteur aérien à un nouvel opérateur aéronautique «Getjet Airlines Latvia». Cet opérateur offrira des solutions charter aux tour-opérateurs lettons et possède actuellement un appareil Airbus A320. Le fondateur de l'entreprise est l'opérateur d'aviation d'affaires lituanien «Getjet Airlines».

Estonie

Energie

- schistes bitumineux

La centrale thermique d'Auvere, produisant jusqu'à 300 MW d'électricité à partir de schistes bitumineux, a terminé sa maintenance début décembre. L'usine était en maintenance depuis début octobre, pénalisant la production nationale d'électricité.

Si la production d'électricité à base de schistes bitumineux est de nouveau rentable aujourd'hui, une étude d'Elering (GRT estonien) estime que cela ne sera plus le cas à compter de 2027. En conséquence, l'exploitation devrait être graduellement réduite dans les prochaines années. Néanmoins, cette source d'énergie étant stockable et pilotable, Elering recommande désormais la constitution d'une réserve gouvernementale – pour pouvoir répondre aux éventuelles crises à venir.

Enfin, un récent sondage auprès de la population estonienne a montré un regain d'intérêt pour les schistes bitumineux. 65% de la population interrogée considère que les schistes bitumineux sont une bonne chose pour l'Estonie, notamment dans le contexte actuel.

- ENR

Le réseau électrique estonien est confronté à une tension grandissante, en raison de plusieurs incidents simultanés. En premier lieu, le manque de vent limite la production d'énergie éolienne : en novembre, Enefit Green a produit seulement 81,7 GWh d'électricité à base d'éolien entre l'Estonie et la Lituanie (-33,5% en glissement annuel). En second lieu, les problèmes rencontrés sur la centrale nucléaire finlandaise Olkiluoto 3 fragilisent l'ensemble de la région. Enfin, la maintenance prolongée de la centrale d'Auvere a marqué le marché.

Le Ministère des Finances fait de l'éolien une priorité et a présenté plusieurs propositions législatives visant à accélérer la construction de parcs éoliens. L'essentiel de ces propositions est basé sur une simplification des démarches, notamment environnementales et sociales. Selon le Ministère, ces propositions permettront de gagner 2 à 3 années.

Également dans cet esprit, le Ministère des Affaires Economiques a mis en place une subvention visant à accélérer la transition vers le renouvelable : pour être éligibles, les installations doivent être installées à proximité de sites industriels, avoir une capacité de production d'au moins 200 kW et être fonctionnelles d'ici trois ans. Un montant total de 6,8 M EUR doit ainsi être distribué aux entreprises. Cette aide sera disponible à compter du 28 décembre et sera financée par le PNRR estonien.

- terminal GNL

Le port de Paldiski est désormais prêt à accueillir un méthanier GNL flottant. Le gouvernement estonien considère qu'il sera difficile de trouver le bon méthanier pour cet hiver, mais les acteurs

privés (Alexela & Infortar) semblent optimistes quant à la possibilité d'amarrer un méthanier dès la fin du mois de décembre. Selon plusieurs sources médiatiques, Alexela serait actuellement en négociation avec le *Transgas Force*, vaisseau sous pavillon maltais construit en Chine en 2021.

Transports

- mobilité douce

Le nombre de voyageurs ayant pris le bus lors du 3^{ème} trimestre 2022 s'est élevé à 31,1 M (+19,2% en glissement annuel). La détérioration des conditions climatiques et le prix élevé des carburants ont entraîné un report notable de la voiture vers les transports en commun (bus et trams principalement) depuis le mois de septembre.

Une enquête menée par Schneider Electric a conclu que la population estonienne n'était pas encore pleinement convaincue par les voitures électriques: seulement 12% de la population interrogée envisage l'achat d'une voiture électrique dans un futur proche. A l'inverse, 26% se disent prêts à acheter une nouvelle voiture diesel et 29% une voiture hybride. Cette faible popularité est notamment liée au manque d'aide financière et au peu d'infrastructures disponibles.

- maritime

Au 3^{ème} trimestre 2022, 2,2 M de voyages ont été réalisés par voie maritime (+26,3% en glissement annuel). Il faut signaler la forte hausse des voyages internationaux (+67% en glissement annuel, désormais 1,2 M) sur cette période, principalement imputable à la forte reprise des voyages entre la Finlande et l'Estonie. Cette reprise s'accroît depuis plusieurs mois, et sa prise en charge est désormais facilitée par l'arrivée d'un nouveau vaisseau (*MyStar*) à Tallinn.

Le Port de Tallinn a publié un appel d'offre afin de construire un nouveau quai dans le port sud de Paldiski, d'un montant estimé à 53 M EUR. Ce nouveau quai pourra être utilisé pour accueillir des infrastructures militaires mais également les infrastructures nécessaires à la construction de parcs éoliens offshore. L'appel d'offre vise une entrée en service à l'été 2025.

- aérien

Dans le cadre de la campagne électorale, plusieurs partis défendent l'idée de la construction d'un nouvel aéroport à Narva (est du pays). Aux yeux du parti Eesti 200, cet aéroport est indispensable pour assurer le développement industriel et économique de la région après la fermeture de la filiale des schistes bitumineux. La ville de Narva est située à environ 3h de transport de Tallinn.

L'aéroport de Tallinn poursuit sa transition environnementale et a désormais abandonné le chauffage au gaz. L'aéroport va principalement utiliser de la biomasse pour le chauffage, ce qui devrait se traduire par une réduction de l'empreinte carbone de l'aéroport d'environ 20%. L'objectif est d'être carbone neutre d'ici 2030.

Infrastructures

- Rail Baltica

Rail Baltica Estonia a lancé un appel d'offre de 71 M EUR pour la construction du premier tronçon de la ligne principale dans le comté de Rapla, sur une longueur de 9,4 km. Les travaux de construction devraient commencer à l'automne 2023 et se terminer en 2027. Symboliquement, cet appel d'offre est très fort puisqu'il est le premier dédié à la construction des voies.

Dans le même temps, l'Estonie a publié une nouvelle version de l'appel d'offres pour la construction du terminal d'Ülemiste (Tallinn). La décision a été prise de diviser l'appel d'offres en 5 moutures indépendantes, ouvrant la possibilité à certaines entreprises de ne se positionner que sur certaines branches.

- immobilier

Le prix de l'immobilier poursuit sa timide baisse à Tallinn : entre octobre et novembre, le prix moyen du mètre carré a baissé de 2% dans la capitale et s'établit désormais à 2 901 EUR. Cette baisse traduit un recul de la demande, puisque seulement 662 transactions ont été réalisées en novembre 2022 – contre 1103 en novembre 2021.

Hors de Tallinn, la demande recule également (1 111 transactions en novembre 2022 contre 1 593 en novembre 2021) mais les prix poursuivent leur progression. Le prix moyen du mètre carré est désormais de 1 390 EUR (+21,8% par rapport au mois précédent).

- aménagement urbain

La ville de Tallinn, Capitale Verte Européenne 2023, a décidé de dédier 50M EUR aux espaces verts urbains en 2023. Environ 50 projets seront financés, allant du traitement des déchets à la rénovation de parcs et cimetières.

Environnement

- forêt

Le Ministre de l'Environnement, M. Madis Kallas, a présenté ses propositions forestières au reste du gouvernement. Il souhaite notamment une baisse des quotas de coupe de bois, de 12 208 ha cette année à 9 180 ha l'an prochain. Sa proposition n'a pas été acceptée par les partenaires de la coalition, qui semblent vouloir repousser le sujet jusqu'aux élections de mars 2023.

Le gouvernement estonien a établi une liste de mesures et d'actions visant à permettre à l'Estonie d'atteindre les objectifs fixés par LULUCF. Cette liste sera présentée au grand public début 2023, et tout particulièrement aux industriels.

- politique gouvernementale et politique européenne

Le Ministère des Finances et le Ministère de l'Environnement ont commencé des travaux de modernisation des standards d'appel d'offres, afin d'y intégrer davantage la composante environnementale. Des échanges avec les acteurs privés et publics sont organisés, afin d'aboutir à des nouveaux standards.

Une étude publiée par le Ministère de l'Environnement estime que l'Estonie va réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 19,5% d'ici 2030 et de 64,6% d'ici 2050. La principale source d'émissions de gaz à effet de serre deviendrait le secteur forestier, à la place des schistes bitumineux.

Calendrier :

6/12/2022 : Rail Baltic Industry Day 2022 (en vidéo) - [Rail Baltica Official Website](#) | [Rail Baltica](#)

14/12/2022 : conférence annuelle de la CFLA (Agence centrale des finances et des contrats) sur le développement des projets PPP en Lettonie (en présentiel et en vidéo)-

18-19/01/2023 : [Railway Direction Days 2023: HSR in 3Seas](#), à Varsovie.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international